

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
Extrait des minutes du Secrétariat
de la Cour d'Appel de Paris

COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 5 - Chambre 5-7

ARRÊT DU 11 SEPTEMBRE 2014

(n° **129**, 3 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : **2012/14588**

Décision déferée à la Cour : rendue le **11 juin 2012**
par le **Comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS)**
enregistré sous le numéro 47-38-11
de la **COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ENERGIE**

DEMANDERESSE AU RECOURS :

- **La société ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE, "ERDF", S.A.**
prise en la personne de son représentant légal
dont le siège social est : Tour Winterthur - 102 terrasse Boieldieu 92085 PARIS LA
DEFENSE CEDEX
Élisant domicile au Cabinet GIDE LOYRETTE NOUEL,
26 cour Albert 1^{er} 75008 PARIS

Assistée de Maître Pierre-Adrien LIENHARDT,
avocat au barreau de PARIS,
toque : T03
Cabinet GIDE LOYRETTE NOUEL,
26 cour Albert 1^{er} 75008 PARIS

DÉFENDERESSES AU RECOURS :

- **La société CPG SOLAR, S.A.R.L.**
Prise en la personne de son représentant légal
Dont le siège est : 5170 Plaine de Cavaillac 30120 MOLIERES CAVAILLAC
Élisant domicile au Cabinet de la SCP IFL AVOCATS
7 rue Blanche 75009 PARIS

Assistée de Maître Laurence TAZE BERNARD,
avocat au barreau de PARIS
SCP IFL AVOCATS,
7 rue Blanche 75009 PARIS

- **La société HOMEA ENERGIES, S.A.R.L**
prise en la personne de son représentant légal
dont le siège social est : 24 rue Charpentiers 13150 TARASCON

Non comparante - ni représentée

17 C 1

EN PRÉSENCE DE :

- LA COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ENERGIE

représentée par son Président

dont le siège est : 15 rue Pasquier 5379 PARIS CEDEX 08

Assistée de Maître Cécile ROUGET,
avocat au barreau de PARIS
Cabinet RAVETTO ASSOCIES
6 square de l'Opéra Louis Jouvet 75009 PARIS

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions de l'article 945-1 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 13 juin 2014, en audience publique, les parties ne s'y étant pas opposé, devant M. Christian REMENIERAS, Président de chambre, chargé d'instruire l'affaire.

de : Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée

- M. Christian REMENIERAS, président
- Mme Pascale BEAUDONNET, conseillère
- Mme Sylvie LEROY, conseillère

qui en ont délibéré

GREFFIER, lors des débats : M. Benoît TRUET-CALLU

MINISTÈRE PUBLIC :

L'affaire a été communiquée au ministère public, qui a fait connaître son avis.

ARRÊT :

- réputé contradictoire

- prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

- signé par M. Christian REMENIERAS, président et par M. Benoît TRUET-CALLU, greffier.

* * * * *

Vu la déclaration de recours de ERDF tendant à la réformation de la décision du CoRDIS, déposée au greffe le 31 juillet 2012 ;

Vu le mémoire en désistement de ERDF déposé le 27 janvier 2014 ;

Vu l'arrêt de cette chambre de la cour prononcé le 27 février 2014 ordonnant, en raison du dépôt de ce mémoire, la réouverture des débats à l'audience du 13 juin 2014 ;

Vu le mémoire sur désistement de la société CPG Solar, déposé le 11 juin 2014 ;

Après avoir entendu les parties à l'audience du 13 juin 2014, en leurs observations orales, le conseil de la requérante, qui a été mis en mesure de répliquer et qui a eu la parole en dernier, ainsi que le conseil de la société CPG Solar et le représentant de la Commission de régulation de l'énergie ;

SUR QUOI LA COUR,

Considérant que ERDF demande à la cour de lui donner acte de son désistement, de constater le dessaisissement de la cour et l'extinction de l'instance et de dire que chaque partie conservera la charge de ses frais et dépens ;

Considérant que la société CPG Solar, qui déclare prendre acte du désistement de ERDF, maintient cependant sa demande initiale de condamnation de la requérante au paiement d'une indemnité de 10 000 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile ainsi que sa demande de condamnation de ERDF aux dépens ;

Considérant, en cet état, qu'il ya lieu de donner acte à ERDF de son désistement et de constater le dessaisissement de la cour et l'extinction de l'instance ;

Considérant en revanche, que ERDF sera condamnée aux dépens ;

Considérant, enfin, que l'équité commande d'allouer à la société CPG Solar une indemnité de 5000 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS

Donne acte à la société ERDF de son désistement,

Constata l'extinction de l'instance et le dessaisissement de la cour,

Condamne la société ERDF à verser à la société CPG Solar une indemnité de 5000 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne la société ERDF aux dépens.

LE GREFFIER,

Benoît TRUET-CALLU

LE PRÉSIDENT,

Christian REMENIERAS



POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier en Chef